



« *Ni bac Blanquer, ni retraites de misère* »

NPA La Défense- AXA Nanterre

Lundi 3 février 2020

La majorité des cheminots et des traminois de la RATP ont certes dû mettre fin au mouvement de grève illimitée, entamé le 5 décembre dernier, contre la réforme des retraites. Mais la riposte aux attaques gouvernementales engagée depuis deux mois n'est pas terminée. Les milliers de pompiers qui ont manifesté à Paris le 28 janvier dernier, la grève des hôpitaux le 14 février prochain, la mobilisation à EDF où on multiplie coupures de courant et baisses de production en sont la preuve. Dans l'Éducation nationale aussi, le mouvement continue.

Les raisons de la colère

Dans l'Éducation nationale, elles sont nombreuses. Le métier d'enseignant va être « redéfini », dans le but affiché de réduire la dépense publique. Les vagues promesses de revalorisation salariale se sont envolées et la réforme des retraites va toucher les pensions de plein fouet. Mais c'est la réforme Blanquer du lycée et du bac qui a mis le feu aux poudres dernièrement. Un nouveau bac inégalitaire, dépendant du lycée où on le passe, et qui n'offre pas les mêmes perspectives selon qu'on le passe dans un lycée de quartier populaire ou dans un lycée élitiste de centre-ville.

Ces deux dernières semaines ont commencé les épreuves locales anticipées de ce nouveau bac. Un bac dont ni les profs ni les élèves ne veulent mais qui est imposé brutalement d'en haut. La mobilisation du personnel et des lycéens a permis d'annuler, de reporter ou de perturber ces épreuves dans plus de 500 lycées, soit un tiers des établissements. Sur les blocages, on a pu voir aussi cheminots et conducteurs de bus en lutte venir leur prêter main forte, renvoyant en quelque sorte l'ascenseur aux profs venus les soutenir depuis deux mois.

Le bulldozer Macron vers le précipice

Mais le gouvernement voudrait son nouveau bac coûte que coûte, alors que les deux premières semaines d'épreuves ont montré que c'était déjà un fiasco. Alors il envoie les flics faire la loi dans les lycées. On enferme les élèves, certains d'entre eux finissent en garde à vue, des profs mobilisés se retrouvent poursuivis en justice.

Les attaques du gouvernement contre les travailleurs s'enchaînent si vite, la haine accumulée à son encontre est si forte, il craint

tellement que l'ensemble de notre camp social relève la tête pour de bon, qu'il choisit la répression et la posture « droit dans ses bottes ». Ce qui pourrait bien se retourner contre lui.

Tous ensemble !

La lutte contre la réforme des retraites n'est pas celle des « régimes spéciaux » mais notre lutte à tous : ce sont les pensions et l'âge de départ de tous les travailleurs qui vont être affectés. De même, la lutte dans les lycées est la nôtre, pour que nos enfants, les élèves des classes populaires, ne soient pas une nouvelle fois sacrifiés sur l'autel de la réduction des dépenses publiques.

À chaque attaque gouvernementale, on trouve des centaines de milliers de personnes qui ne se laissent pas impressionner par leurs postures de matamores et décident de riposter. Un exemple précieux pour l'ensemble du monde du travail, dans le public et le privé, qui a bien des coups à rendre à un gouvernement et un patronat dont l'arrogance ne fait que souligner la faiblesse.



MERCI PATRON (© Les Charlots - 1972)

L'accord de télétravail serait signé et les signataires s'en félicitent.

Bilan de l'opération : la totalité des frais de connexion ne serait plus un coût pour l'entreprise. Tandis que les frais d'électricité et de chauffage ne sont déjà pas à sa charge et que la direction réduit les postes de travail sur les plateaux, il nous faudrait encore dire merci ?

APRES LE LEAN, AXA WAY 2, VOICI L'EASY

Sous prétexte de rationalisation et de simplification du travail, l'automatisation des processus de gestion appelé Easy.axa fait son chemin.

A terme, cela sera un prétexte pour justifier de supprimer des postes.

Oui pour faire des économies sur les dividendes versés aux actionnaires, pas sur nos salaires ou sur nos emplois !

LE SPECTACLE EN VAUT-IL LA CHANDELLE ?

La direction de la DSI change de formule et veut faire son show mensuel radiodiffusé dans l'auditorium des T5. Plus de 1500 personnes sont invitées. Trouvez l'erreur !

SAISON DES ENTRETIENS

C'est la saison des entretiens d'appréciation pour l'année 2019. La direction a fixé son budget global d'augmentations. Comme d'habitude, il n'y en aura pas pour tout le monde. Alors changeons de stratégie, pourquoi cette année ne pas jouer collectif au lieu d'individuel ! Le mouvement contre le projet de réforme des retraites nous a montré la voie : la grève.

LE MONDE CAPITALISTE EST BEAU

Ce serait la Loi Pacte votée l'année dernière qui impose à toutes les grosses entreprises de se doter d'une « mission » environnementale ou sociale. Voici pourquoi nos écrans et les discours de nos patrons se fleurissent de « vert », de « protéger » et de « futur serein ». Cachez ces actionnaires et cette organisation économique pour le profit privé.

Alors que la casse du service public est savamment organisée par toutes les réformes, le capitalisme doit se donner l'air humain, social et respectueux de la planète !

DES INEGALITES TOUJOURS PLUS REVOLTANTES

Selon le rapport Oxfam 2019, la richesse des 1% les plus riches de la planète correspond à plus de deux fois la richesse, de 90% de la population mondiale, soit 6,9 milliards de personnes.

Les milliardaires du monde entier qui sont aujourd'hui 2153, possèdent plus que 60% de la population mondiale soit 4,6 milliards de personnes.

En 2019, en France, qui compte 41 milliardaires, les 10% les plus riches possèdent 50% des richesses du pays, mais le nombre de pauvres y a augmenté de 400 000.

Et des spécialistes s'interrogent sur les raisons qui expliqueraient l'accroissement des tensions sociales ?

CHANTAGE PATRONAL CHEZ CORA

Pour imposer plus de flexibilité à ses employés, le groupe de grande distribution Cora leur a proposé une modification de contrat.

Ils devaient accepter une modification de leurs horaires et de leurs tâches pour une prime de 30 à 90 €.

Plus de 1000 salariés ont refusé et risquent d'être licenciés. 6 000 ont accepté pour ne pas risquer de perdre leur emploi. Cora justifie cette décision en évoquant une baisse des ventes. La seule chose qui préoccupe les actionnaires est le maintien de leurs profits. Pour cela le groupe a supprimé 3000 postes ces dernières années. Mais cela ne leur suffit jamais.

Cora voudrait des employés corvéables à merci. Mais ces derniers ne se laissent pas faire !

CHOMAGE : UNE BAISSE CHER PAYEE.

En 2019, il y aurait eu 120 000 chômeurs de moins dans la catégorie A, ceux qui n'ont aucune activité. Il en reste 3,3 millions. Ces « bons » chiffres sont mis en évidence par les communicants du gouvernement.

A ce rythme, il faudrait tout de même 25 ans pour résorber totalement le chômage. Mais surtout, les emplois retrouvés sont moins qualifiés et de toute façon moins payés, principalement dans les services à la personne, plus souvent en CDD qu'en CDI et pas toujours à temps complet. L'INSEE signale que la transformation du Crédit Impôt Emploi pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) en baisse définitive de cotisations patronales aura permis la création de 30 000 emplois en 2019. 40 milliards d'euros du CICE pour 30 000 emplois, cela fait 1,3 millions d'euros par emploi créé... Faites le calcul !

Ceux qui bénéficient de l'opération, ce sont bien les gros employeurs... !

L'ECOLE DE LA MATRAQUE

Après les transports, l'Éducation nationale a pris le relais de la lutte contre la réforme des retraites, les bas salaires, le manque de moyens, les conditions de travail... Et aussi contre la réforme du Bac qui accélère la sélection des jeunes en fonction de leur lycée d'origine et alourdit la charge de travail des personnels.

C'est en janvier que commençaient les premières épreuves. Plusieurs centaines de lycées ont été touchés par cette nouvelle grève du Bac. Des épreuves ont dû être reportées dans plus de 160 établissements.

Blanquer a donc tout fait pour faire passer son bac coûte que coûte : élèves séquestrés dans les salles d'examen, lacrymos et matraques contre les lycéens, intervention de la police à l'intérieur des lycées, poursuites disciplinaires ou pénales contre les profs ou les élèves grévistes.

Bref, la méthode Castaner appliquée à l'école.